

Spécial

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0086 du 19 au 22 Juillet 2013 - Prix : 250 F CFA

LÉGISLATIVES 2013 : ALASSANE OUATTARA et GOODLUCK JONATHAN à Lomé pour soutenir le processus électoral

P3



Le président Goodluck Jonathan



Le président Alassane Ouattara

Campagne législatives 2013

Première grande sortie
du parti UNIR à Lomé
par un meeting
sur le terrain
d'Agaza à Gbossimè

P.5



Législatives 2013 :
La Coalition "Arc-en-ciel" se lance véritablement dans la danse, Me Apévon à Hedzranawoé, Amoutiévé et Bè



Me Apévon Dodzi, tête de liste de la coalition Arc-en-ciel dans le Grand Lomé

La Coalition "Arc-en-ciel" s'est véritablement lancée ce mardi dans la campagne électorale en vue des élections législatives du 25 juillet. Me Dodji Apévon, tête de liste de ladite Coalition dans le Grand Lomé était face aux populations de Hedzranawoé, Amoutiévé et Bè. **Suite page 4**

TOGO-LEGISLATIVES-MEDIAS:
L'OTM appelle au respect des règles de l'éthique journalistique pour une "couverture responsable" du scrutin



Augustin Sizing, président de l'OTM

L'Observatoire Togolais des Médias (OTM) a appelé ce lundi, les professionnels des médias à respecter les règles de l'éthique journalistique pour une "couverture responsable" des élections législatives du 25 juillet prochain. Les responsables de l'OTM étaient face aux journalistes lors d'une rencontre d'échanges au siège dudit Observatoire. **Suite page 3**

Interview: André Johnson, Tête de liste de l'UFC dans le Grand Lomé
"Nos axes prioritaires demeurent la création de l'emploi..."



André Johnson, tête de liste UFC dans le Grand Lomé Il est le pion majeur de l'Union des Forces de Changement (UFC) dans le Grand Lomé. Son nom André Johnson, actuel conseiller spécial du président National Gilchrist Olympio. Il nous livre son projet de société pour sa circonscription. André Johnson se prononce également sur l'actualité politique. **Suite page 6**

Alerte

Moralité douteuse de certains candidats de l'opposition

P3

Les conducteurs de taxi-moto et la campagne électorale :

Militantisme ou business électoral ?

Eux, ce sont les conducteurs de taxi-moto communément appelés zemidjan. Ils sont très sollicités pendant les campagnes électorales surtout quand il s'agit d'organiser les caravanes à travers les villes et contrées du pays. La pratique n'est pas nouvelle et tous les partis politiques pratiquement font recours à cette catégorie d'individus pour donner plus de vie et d'ambiance à leurs manifestations durant la période de campagne électorale. **Suite page 2**

COMMISSION ÉLECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE | ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES 2013
Pour les Législatives 2013, j'ai ma **carte d'électeur**, je **vote**, ma **voix** Compte
Togolais, viens, bâtissons la cité !



Lisez nous désormais sur le:
www.lemedium.info
avec:
SOGESTI
Intégrateur de Systèmes d'Information
Communication - Formation - Conseil
support@sogesti.net / www.sogesti.net

Météo
Vendredi 19 Juillet 2013
Matin:
Ciel très nuageux
24°C
Après-midi:
Ciel très nuageux
29°C

EDITO

Législatives : dernière ligne droite !!!

Dans moins d'une semaine les Togolais se rendront aux urnes. La campagne électorale se déroule dans le calme et la transparence sur toute l'étendue du territoire dans une configuration inédite. Les forces politiques qui se battent sur le terrain sont nouvelles pour la plupart d'entre elles ou ont subi des mues importantes. Les candidats nouveaux sont majoritaires et les femmes font irruption en nombre dans la campagne. L'ordre public est bien assuré et chacun peut faire librement campagne. La Céni, un temps, critiquée est maintenant acceptée par tous. Certes il ne faut pas exclure, à un moment ou à un autre, un regain de tension mais chacun a compris que le peuple était lassé des affrontements et qu'il est mur pour une démocratie apaisée.

Le peuple justement, parlons en. Il est fini le temps où les électeurs se contentaient de subir la parole des candidats. Les électeurs modernes sont devenus consommateurs : ils attendent que les élus améliorent leur vie quotidienne. Ils revendiquent électricité, salaires et adductions d'eau. Ils demandent considération, respect de leurs droits et une justice sereine. Ils jaugent les candidats à l'aune de ces exigences.

Le Togo est entré dans une longue phase électorale dont les législatives ne sont que l'antichambre : les locales, les régionales, les présidentielles vont suivre. Elles doivent renforcer la légitimité des pouvoirs et non mettre la gestion du pays entre parenthèses.

**Koffi SOUZA
In Republicoftogo**



Récapissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 99 52 05 15
Email : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Rédaction :

Jacques Komi SOLETE

Crédo TETTEH

Ekoué SATCHIVI

Dodo ABALO

Dezzy HUTCHNER

Infographie : JPB

Impression : ST Louis,

Doulassamé-LOME Tél : 9012 3730

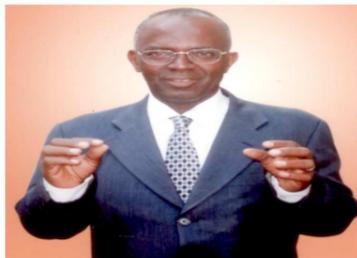
Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution : Léo AYIVI (90197025)

Lettre ouverte à M. ALIPUI, Président du GRAD

" Même avec un dialogue de 100 ans, aucun pays n'est à l'abri de violences électorales !... "

Mon aîné Alipui, j'avais du respect et de la considération pour vous, mais aujourd'hui, vous ne valez plus un kopek devant moi ! Avec le SADD, le GRAD vient d'appeler à la suspension du processus électoral en cours, pour un dialogue vrai...



Dr David IHOU

Mr Alipui, je pense sincèrement que vous êtes devenu gaga, et il vaut mieux vous taire...

Même avec un dialogue de cent ans, aucun pays n'est à l'abri de violences électorales...

Les élections législatives de 2007, puis, présidentielle de 2010 se sont déroulées sans violences. Pourquoi voulez-vous qu'il y ait violences en 2013 ?

C'est vous qui allez provoquer les violences ? Nous demandons à la Gendarmerie et à la Police de jeter un œil vigilant sur le SADD (Solidarité et Action pour le

Développement Durable) et le GRAD (Groupe d'Action pour le Dialogue, la Démocratie et le Développement). Vous avez accepté d'être Ministre, sous la dictature d'Eyadéma, et quand nous nous battons pour l'instauration de la Démocratie au Togo, vous étiez dans les bottes douillettes d'Eyadema. Aujourd'hui, vous vous posez en champion de la Démocratie et en faux défenseur de la démocratie...

Si vous n'êtes pas gaga, vous deviez savoir que les congolais (Kinshasa) ont fait 4 mois de dialo-

gue à Sun City, en Afrique du Sud, il y a quelques années de cela, et ils ont commencé un autre round de dialogue à KAMPALA, il y a 4 mois. Est-ce que cela a arrêté la guerre au Kivu ?

Les Congolais (Brazzaville) ont fait une Conférence Nationale et ont lavé leurs mains devant toutes les caméras du monde, en signe de réconciliation... Cela n'a pas empêché qu'ils aient eu une guerre civile...

Mr Alipui, si vous, vous mourez pour des élections législatives, c'est que vous êtes un maudit ! C'est valable pour tous les autres Togolais. Le salaire d'un député ne suffit même pas pour vous faire des funérailles dignes...

Mr Alipui, je pense sincèrement que vous êtes devenu gaga ; reposez-vous avec votre douillette retraite, et dites à votre ami, dirigeant du SADD, d'aller se faire consulter par

un psychiatre.

" Les OSC rendront responsables tous les partis politiques, les regroupements de partis politiques, et les candidats indépendants qui persisteront à aller aux élections du 25 Juillet prochain, si des actes de violences et de violation des droits de l'homme venaient à être perpétrés lors de ce processus électoral "...

Avec des déclarations de ce genre, ne soyez pas étonné si on vous arrête, un jour, durant ou au cours du scrutin, quand il y aura une violence ! Tout le monde dira que c'est vous qui l'avez planifié et fait exécuter ! Soyez un peu plus intelligent !

Et puis, pouvez-vous rembourser les frais déjà engagés par la CENI et le gouvernement, pour les élections du 25 Juillet, si les élections sont repoussées ?

Dr David IHOU

Les conducteurs de taxi-moto et la campagne électorale : Militantisme ou business électoral ?

Eux, ce sont les conducteurs de taxi-moto communément appelés zemidjan ils sont très sollicités pendant les campagnes électorales surtout quand il s'agit d'organiser les caravanes à travers les villes et contrées du pays. La pratique n'est pas nouvelle et tous les partis politiques pratiquement font recours cette catégorie d'individus pour donner plus de vie et d'ambiance à leurs manifestations durant la période de campagne électorale.

Visiblement, chacun semble tirer son épingle du jeu. En tout cas du côté des zemidjan, on est prêt à tout abandonner momentanément pour se mettre entièrement à la disposition des partis politiques ou candidats pour la campagne électorale, preuve que l'initiative doit rapporter gros vu l'engouement que cela suscite auprès des uns et des autres. Parmi ces conducteurs de taxi-moto, on y trouve des militants avérés des formations politiques certes mais la grande majorité se comportent plutôt comme des professionnels de la campagne électorale prêts à offrir leurs services à qui veut bien. " il suffit de nous faire le plein du réservoir et nous donner quelque chose après la manifestation et l'affaire est conclue, nous sommes à votre disposition " nous confie un " zed man " comme d'aucun les désignent.

Les perdièmes pour une caravane ou une journée de campagne peuvent varier entre 5000 et 10000 fcfca et on repart en plus avec un réservoir bien garni. Tout porte à croire que c'est la bonne affaire pour les Zemidjan lors des campagnes électorales et ne soyez pas surpris de voir certains zemidjan battre campagne pour plusieurs partis politiques à la fois. Vous les apercevez aux couleurs d'un parti aujourd'hui et lendemain le bonhomme se présente sous une autre couleur. D'autres se mettent entièrement à la disposition d'un parti durant la campagne mais accordent leur voix à un autre dans l'urne. Une véritable arnaque politique qui ne dit pas son nom.

La conséquence, c'est que cela déjoue tous les pronostics quand il s'agira d'évaluer la capacité réelle de mobilisation de tel ou autre parti politique sur le terrain. Les zemidjan militants sont très souvent de véritables escrocs politiques pour qui la période de campagne est une période de vache grâce. Pour eux battre campagne, loin d'être un simple acte de militantisme, est un business saisonnier qu'il ne faut rater sous aucun prétexte. Comme quoi il n'y a pas que les politiciens qui utilisent le peuple pour assouvir leurs ambitions, l'inverse est aussi possible et les zemidjan le démontrent si bien.

Message

Cinq raisons de voter pour les candidats du changement le 25 juillet

Le 25 juillet aura lieu des élections législatives. Vous ne savez pas pour qui voter? Vous hésitez? Vous voulez vraiment savoir à qui faire confiance? Vous en êtes convaincu mais ne saviez comment convaincre autour de vous ? Voici 5 raisons de voter pour les candidats de la majorité présidentielle, c'est à dire les candidats du parti UNIR aux élections législatives du Jeudi 25 juillet.

1) Pour donner une majorité au changement

Faure Gnassingbé, notre président, a besoin d'une majorité forte à l'Assemblée nationale. Après l'élection présidentielle de 2010, les législatives doivent donner une majorité au changement pour permettre au président et au gouvernement de porter le projet adopté par les Togolais en 2010. Il faut une majorité claire, c'est la condition de la réalisation des engagements de Faure.

2) Parce que le gouvernement tient ses engagements

Protection sociale, revalorisation progressives des salaires, création progressives d'emplois, assainissement des villes, modernisation des infrastructures routières etc. De nombreux engagements pris par Faure Gnassingbé ont déjà été mis en œuvre par le gouvernement. La majorité présidentielle tient les engagements pris par Faure Gnassingbé devant les Togolais.

3) Pour pouvoir permettre de mettre en œuvre tous les engagements du Président Faure Gnassingbé

Pour pouvoir voter les lois promises par Faure Gnassingbé, il faut une majorité à l'Assemblée ! "Nous avons tant de projets devant nous!".

Pour pouvoir :

- Conserver la confiance de nos partenaires au développement,
- Défendre les services publics partout au Togo : éducation, santé, sécurité,
- Créer encore un climat favorable à la création d'emplois,
- Instaurer le contrat de génération qui réduira les ruptures générationnelles,

- Relancer le chantier pour un Togo émergent et mettre en œuvre tous les choix faits en 2010 par les togolais, il faut des députés de la majorité présidentielle.

4) Pour une majorité paritaire et renouvelée

UNIR et ses xxx candidates, ses nouveaux politiciens, c'est le parti qui représente la société d'aujourd'hui dans sa diversité : parité, renouvellement, diversité.

5) Pour éviter la déviance du pays vers des incertitudes

Si l'opposition que nous connaissons, celle qui bat les pavés, celle qui est prête à doigter le pays de la main gauche, celle qui est à même de lancer des pseudos opérations de type "les derniers tours de Jéricho" et incapable d'assumer ses actes venait à l'assemblée, ce serait légitimer leurs actes. Cette opposition qui a multiplié les ambiguïtés dans ses postures diverses (...) est empêtrée dans atteintes graves aux lois de la république et n'est pas en état d'accompagner le pays dans sa bonne gouvernance car gardant encore obstinément dans leur cœur des rancœurs de mauvais perdants à faire valoir. Sans aucun respect pour le temps démocratique des élections, l'opposition offre aux Togolais comme à chaque fois le tableau déplorable du vrai mauvais perdant astreint à ressasser son échec quitte à détruire les acquis que le pays a engranger de haute lutte et sacrifice. Voter pour les candidats de la majorité présidentielle, c'est s'assurer d'avoir à l'assemblée des députés qui travailleront pour le changement et pas pour empêcher le pays d'évoluer normalement au nom d'ambitions à assouvir. Faisant fi des problèmes des Togolais et des intérêts du Togo, ils sont empêtrés entre eux dans des querelles d'égos à l'approche des scrutins montrant ainsi à chaque fois leur vrai visage et leur intérêt pour les dorures de la république.

L'opposition n'a toujours pas tirée les leçons de l'élection de 2010: les Togolais ne veulent plus de cette opposition obsédée par elle-même, ils veulent le changement pour le Togo porté par Faure.

-Publiez vos offres d'emploi gratuitement sur emploi-togo.com

-Visiter tout de suite www.emploi-togo.com

-Publiez vos CV sur emploi-togo.com

-Nous joindre E-mail: sogesti@gmail.com -Tel 22 20 05 53

-Recrutement rapidement vos employés avec

LEGISLATIVES 2013 : ALASSANE OUATTARA et GOODLUCK JONATHAN à Lomé pour soutenir le processus électoral

Les présidents Alassane OUATTARA et Goodluck JONATHAN séjournent au Togo depuis hier, pour soutenir et encourager le processus électoral en cours dans le pays, et dont l'apothéose devrait être le scrutin du 25 juillet prochain. L'Ivoirien et le Nigérian ont tous les deux pris part à Abuja (Nigéria) à la 43ème Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui s'est réjouie du " consensus politique " auquel sont parvenus les acteurs politiques au Togo, en vue d'élections législatives apaisées.

Si le principal enjeu de cette Conférence est resté le Mali avec " l'évolution positive et des perspectives du règlement durable " de la crise qui secoue ce pays et sur laquelle le président burkinabè Blaise COMPAORE, le médiateur, a fait un exposé, d'autres situations ont été au centre des échanges des dirigeants de la zone. Sur le Togo, les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont réjouis des mesures de décrispation issues du dernier round de discussions entre les acteurs politiques togolais, qui ont permis d'aplanir les divergences qui persistaient. Ils se sont félicités des dispositions prises pour renforcer la transparence et la crédibilité du scrutin.

Pour exprimer leur encouragement aux parties prenantes et souligner, à l'instar des chancelleries occidentales et du PNUD (Programme des Nations Unies au Développement), la nécessité pour la classe politique de s'inscrire désormais dans un cercle vertueux de dialogue inclusif et de concertation permanente, Alassane OUATTARA président en exercice de la CEDEAO et Goodluck JONATHAN, hôte du sommet, feront le déplacement de la capitale togolaise. Le premier dont l'arrivée est annoncé pour cet après-midi, sera suivi demain en fin de matinée par son homologue nigérian.

A Lomé, les deux présidents qui devront rencontrer l'ensemble de la classe politique en lice pour les prochaines élections législatives, salueront le consensus majeur qui crée les conditions d'un scrutin inclusif et apaisé. Ils engageront les Togolais à œuvrer pour imposer de manière définitive, un climat paisible et de sérénité. A cet égard, des échanges avec Mgr Nicodème BARRIGAH, l'un des artisans majeurs de l'accord signé par le gouvernement et l'opposition seraient prévues, de même qu'avec les partenaires extérieurs.

STABILITE ET PAIX DANS LA ZONE :

Selon une source diplomatique, le séjour des deux Chefs d'Etat à quelques jours d'un scrutin majeur, ne sont pas simplement l'expression d'un soutien au processus en cours de toute la communauté. Il est aussi la démonstration, vu le contexte sous-régional caractérisé par de multiples tensions, latentes, ouver-



Les Présidents Goodluck Jonathan...



...et Alasane Ouattara

tes ou en voie de règlement, que la CEDEAO est soucieuse de la stabilité et de la paix dans la zone. En effet, au moment où beaucoup de moyens et d'énergie sont mis en œuvre pour combattre le terrorisme au Sahel et au Nigéria, la piraterie maritime sur la côte du Golfe de Guinée ou encore l'insécurité qui s'étale sur plusieurs pays, elle met tout en œuvre pour qu'aucun Etat membre ne devienne un autre foyer

de conflit, préjudiciable à l'apaisement et au développement de la sous-région.

" Ce voyage est aussi une sorte d'avertissement envers tous ceux qui seraient tentés d'agir contre la paix et la sécurité avant, pendant et après les élections ; et c'est le message que les deux Chefs d'Etat feront passer à Lomé " confie cette source.

Comme le groupe des 5 (Allemagne, Etats-Unis, France,

PNUD, Union Européenne), la CEDEAO sera ainsi très regardante et suivra de près le processus qu'elle veut fiable et inclusive afin d'éviter tout dérapage. " Oui et encouragement à un scrutin crédible ; mais non à toute action susceptible de porter atteinte aux intérêts de la sous-région ". Ainsi pourrait se résumer in fine, l'objet de ces visites très attendues.

TOGO-LEGISLATIVES-MEDIAS:

L'OTM appelle au respect des règles de l'éthique journalistique pour une "couverture responsable" du scrutin

L'Observatoire Togolais des Médias (OTM) a appelé ce lundi, les professionnels des médias à respecter les règles de l'éthique journalistique pour une "couverture responsable" des élections législatives du 25 juillet prochain. Les responsables de l'OTM étaient face aux journalistes lors d'une rencontre d'échanges au siège dudit Observatoire.

électoral. "L'Observateur a fixé des règles de professionnalisme à être utilisées par les journalistes, mais en même temps, des pratiques normales que les journalistes doivent observer", a-t-il souligné.

Ces règles sont contenues dans une déclaration intitulée: "Appel de Lomé" axée sur huit principes clés. "Respecter strictement les règles de la confraternité, se documenter

des manipulations".

L'OTM a également invité le gouvernement "à créer d'une part les conditions nécessaires devant favoriser l'accès de tous les journalistes aux sources d'information en toute sécurité ; et d'autre part, à garantir et assurer la sécurité des journalistes sur les lieux de reportages sur toute l'étendue du territoire nationale".

Rappelons que la campagne électorale qui a démarré depuis le 6 juillet, doit prendre fin le 23 juillet prochain à minuit. Au total 26 partis politiques, regroupements de partis politiques et groupes d'indépendants ont présenté de listes pour ces élections. 91 sièges sont à pourvoir dans 30 circonscriptions électorales.



Les professionnels des médias face...

Les périodes électorales sont des moments sensibles où des journalistes doivent faire preuve de professionnalisme, en respectant surtout les règles élémentaires d'éthique et de la déontologie du métier.

Selon Augustin Sizing, le président de l'OTM, cette rencontre vise à donner les "éléments précis" sur lesquels les journalistes doivent travailler tout au long du processus

d'avantage sur le processus électoral, relater les faits en temps utiles, vérifier ses informations, être vigilant dans la collecte, le traitement et la diffusion des informations, présenter les projets des différents candidats, éviter de se muer en porte-parole des candidats ou militants des partis politiques, donner la parole à tous les partis, ainsi qu'aux électeurs tout en restant neutre et en évitant

Zozo

LEGISLATIVES: "LES MÉDIAS CONSTITUENT UN PARTENAIRE INDISPENSABLE POUR LE PROCESSUS ÉLECTORAL" (ANGÈLE DOLA AGUIGAH, PDTE DE LA CENI)



Mme Angèle Dola Aguijah, Pdte CENI

"Les médias constituent un partenaire indispensable pour le processus électoral", a affirmé mercredi à Kpalimé (environ 120 km au nord de Lomé) Mme Angèle Dola Aguijah, présidente de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) à la clôture d'un atelier de formation à l'intention des journalistes. Cette formation s'inscrit dans le cadre des élections législatives du 25 juillet prochain.

Démarrée lundi dernier, cet atelier dont le thème est: "la couverture médiatique des élections législatives de 2013: enjeux et défis" a été initié par CENI en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH).

La formation a regroupé une quarantaine de journalistes (radios, la presse écrite et en ligne) de la région plateau Ouest, Maritime et Lomé. Elle intervient après celle tenue à Sokodé (environ 336 km au nord de Lomé) à l'intention des journalistes des régions des savanes, de la Kara, centrale et plateaux-est.

Selon la présidente de la CENI, "les médias constituent un partenaire indispensable pour le processus électoral". "Nous avons remarqué que c'est la presse qui organise, qui diffuse les informations et qui sensibilise et qui éduque la population", a souligné Mme Angèle Dola Aguijah.

"Tous ces rôles sont très importants pour que nous soyons en partenariat régulier pour que les médias puissent diffuser de bonnes informations dans un climat de paix. Ce qui permettra aux populations de savoir ce qu'ils doivent faire. S'ils ne maîtrisent pas l'information diffusée, ça peut attirer la haine", a-t-elle indiqué.

Plusieurs thèmes ont été abordés: cadre réglementaire et enjeux des élections législatives 2013, organisation des élections, droits de l'homme en période électorale (enjeux et défis), responsabilité des médias en période électorale (enjeux, défis et moyens).

Ces journalistes ont eu également droit à un rappel de certains genres journalistiques. Beaucoup de débats ont meublés ces sujets. Les participants ont aussi bénéficié de travaux de groupe sur l'animation d'une tribune téléphonique, la réalisation d'une revue de presse, l'ambiance de la campagne électorale, etc.

Reclamez tous les mardis
votre hebdomadaire
"Le Médium"
dans les kiosques et chez
vos marchands de journaux.
Prochaine parution
le mardi 23 Juillet 2013

ALERTE/LEGISLATIVES 2013 Moralité douteuse de certains candidats de l'opposition

Savez-vous que certains responsables politiques de l'opposition profitent de leurs marches hebdomadaires rien que pour mettre en évidence leurs militantes pimpan-tes ?

Après le forfait, ils proposent allègrement à ces dernières de faire l'avortement. Ce que certaines refusent sous le couvert de la tradition dans leurs familles. Ce qui déplaît naturellement à ces indélécats politiques, qui pensent arborer

l'écharpe des députés dans quelques semaines, et qui usent de menaces à tout bout de champ. D'autres mis devant le fait accompli, refusent cependant d'assumer leurs responsabilités. Dommage et irresponsables.

Dans notre prochaine parution, tout le dossier immoral de certains de ses responsables politiques de l'opposition. Ils ne le font pas tous, mais sont nombreux à le faire.

Affaire à suivre...

Zozo

ME TCHASSONA-TRAORÉ " CONVINCU DE LA VICTOIRE " DE LA COALITION ARC-EN-CIEL AU SOIR DU 25 JUILLET



Me Tchassona-Traoré, Coord. Arc-en-ciel

Me Mohamed Tchassona-Traoré a délivré jeudi aux médias de la préfecture de Tchadoudjo, un message dans lequel il insiste sur l'importance des élections législatives du 25 juillet prochain qui seront pour lui, "un tournant décisif pour l'histoire du Togo".

Même si les conditions optimales pour des élections "crédibles", "transparentes" et "équitables" ne sont pas remplies, les élections législatives du 25 juillet permettront "d'asseoir les conditions pour l'alternance en 2015", croit fermement l'actuel coordinateur de la Coalition Arc-en-ciel.

Au-delà du simple choix des députés qui reste un enjeu "important" pour la nation togolaise, les élections à venir constituent "l'avenir même du Togo", a martelé le candidat et tête de liste de la Coalition Arc-en-ciel dans la circonscription électorale de Tchadoudjo. "Ces élections peuvent constituer le tournant décisif de l'histoire du Togo, le tournant qui nous ferait passer de l'État de non-droit, de non-démocratie et de zéro gouvernance à l'État de droit, de démocratie pluraliste et de la bonne gouvernance politique, économique et sociale", insiste Me Mohamed Tchassona-Traoré dans son message aux électeurs de sa circonscription.

La Coalition Arc-en-ciel a la "ferme conviction" de remporter les élections du 25 juillet 2013 avec le soutien des populations. "Nous avons décidé d'aller à ces élections avec la ferme conviction de les gagner avec vous, grâce à vous et pour vous. Nous devons gagner ces élections pour pouvoir mener des réformes qui rendront possible l'alternance en 2015", a indiqué le président du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD), parti membre de la Coalition Arc-en-ciel.

Dans son message, celui-ci a appelé les Togolais à "libérer" le Togo du "joug cinquantenaire d'un pouvoir qui n'a de cesse de voir l'opposition boycotter ces législatives". "Il est temps que la coalition dispose de la majorité parlementaire pour opérer les réformes nécessaires afin de lutter contre la pauvreté, les inégalités, les injustices, la corruption et le pillage systématique des ressources nationales", a conclu l'homme.

EDEM KODJO SE DÉPLOIE AU MALI



Edem Kodjo, Pdt "PAX AFRICANA"

L'ancien Premier ministre du Togo, Edem Kodjo, qui préside la Fondation Pax Africana, va diriger la mission d'observation électorale de l'Union africaine au Mali dans le cadre de la présidentielle du 28 juillet.

Cette mission est attendue mercredi à Bamako ; elle est composée d'une cinquantaine de parlementaires africains et d'experts.

La Tête de liste de la Coalition Arc-en-ciel Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson dans l'Ogou et Anié multiplie ses tournées de charme auprès des électeurs

La première femme tête de liste de la Coalition Arc-en-ciel dans la circonscription de l'Ogou et Anié était en début de semaine avec son équipe à Anié et dans plusieurs localités de la préfecture de l'Ogou.



Mme Adjamagbo face aux électeurs d'Ogou

Au cours de ses déplacements, la candidate de la Coalition Arc-en-ciel aux prochaines législatives a exhorté ses militants à être les porte-parole de ceux qui sont "restés à la maison". À Anié, Mme Adjamagbo-Johnson a pris un engagement devant ses électeurs, celui de rendre compte régulièrement aux populations de son action lorsqu'ils auront porté leur choix sur elle. Le temps est venu de faire confiance à une femme à même de "défendre votre cause" et de faire ce que les anciens députés n'ont pas fait, a dit avec ferveur la tête de liste de la Coalition Arc-en-ciel dans la localité.

Tout en lui soumettant leurs doléances et en dénonçant les "promesses démagogiques" des anciens députés, les populations de la préfecture d'Anié et ses environs n'ont pas hésité à promettre à la candidate leurs voix le jour du scrutin.

Mardi, l'actuelle Secrétaire générale de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA), parti membre de la Coalition Arc-en-ciel

a sillonné plusieurs villages de l'Ogou et d'Anié pour apporter son message de "changement" de la classe politique aux populations. Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson et son équipe de campagne étaient à Irandomi, Lom-nava, Katorè, Kèlèkpè N'taré, Adokame 1, Kpakpo, Atokodjè, tous dans le canton de Katorè.

"C'est très triste de voir ce que vous endurez avant d'arriver chez vous et aussi l'état dans laquelle se trouvent vos enfants, vos écoles et aussi les femmes enceintes qui sont à terme. Rien n'est fait depuis plus de 50 ans et c'est à vous de décider de votre avenir. Faites confiance à la femme que je suis, car je serai votre serviteur. Je ne veux pas aller au parlement pour la forme et je ne vous promets rien. La seule chose que je pourrai vous promettre est de vous rendre compte après m'avoir permis de vous représenter.", a déclaré la candidate de la Coalition Arc-en-ciel devant ses interlocuteurs sous le charme.

La Coalition "Arc-en-ciel" se lance véritablement dans la danse, Me Dodji Apévon à Hedzranawoé ce mardi

La Coalition "Arc-en-ciel" s'est véritablement lancée ce mardi dans la campagne électorale en vue des élections législatives du 25 juillet. Me Dodji Apévon, tête de liste de ladite Coalition dans le Grand Lomé était face aux populations de Hedzranawoé.

lement du bien-être des populations. Nous avons demandé à nos militants de faire en sorte que la nuit du 25 juillet, on puisse avoir une Assemblée nationale où la Coalition Arc-en-ciel est majoritaire. Car, c'est cette majorité qui nous permettra de faire ces textes, en vue d'aller



à la bonne gouvernance", a déclaré Me Apévon..

"Nous avons connu un système qui nous a gouvernés pendant environ 50 ans. Nous voulons quand même que l'alternance soit perceptible pour nous. Sans alternance, ce pays ne connaîtra jamais le bonheur. C'est pour ça que les élections législatives doivent être pour nous, un tremplin pour atteindre l'alternance en 2015", a-t-il souligné.

Devant leurs militants et sympathisants, Me Apévon et les neuf autres candidats se sont, dans un premier temps, tour à tour présentés. Place ensuite aux discours et explications. Me Dodji Apévon est revenu longuement sur les grandes orientations de la Coalition. Il a dénoncé pêle-mêle la mauvaise gestion, le chômage des jeunes et la mal gouvernance.

En rappel, la campagne doit prendre fin le 23 juillet à minuit. Au total 91 sièges de députés sont à pourvoir dans 30 circonscriptions dont 10 dans le Grand Lomé.

L'assistance a également eu droit à des explications sur la procédure du vote, exercice auquel presque tous les électeurs se livrent lors de leurs meetings, afin d'éviter les bulletins nuls de leurs électeurs.

"Nous avons besoin de lois et de textes. Nous avons besoin de faire en sorte que tous les Togolais soient réconciliés avec eux-mêmes. Nous avons besoin d'une Assemblée nationale qui puisse s'occuper réel-

Album photos/Meeting de la coalition AEC à Lomé (Amoutiévé et Centre communautaire de Bè)



Première grande sortie du parti UNIR à Lomé par un meeting sur le terrain d'Agaza à Gbossimè

L'Union pour la République (UNR, au pouvoir) a effectué sa première grande sortie hier jeudi à Lomé, à travers un meeting sur le terrain de football d'Agaza dans le quartier Gbossimè. Tous les vingt candidats (titulaires et suppléants) de ce parti dans le Grand Lomé étaient présents. Ces derniers ont été tous présentés à la foule composée en majorité de jeunes et de femmes venus de plusieurs quartiers de Lomé. C'est la première fois que tous les candidats de la liste UNIR dans le grand Lomé se retrouvent ensemble pour un meeting depuis l'ouverture de la campagne le 6 juillet. Certains ministres étaient aussi présents à ce grand rassemblement. Tour à tour, le micro a été cédé aux candidats qui se sont présentés à la foule dans une ambiance festive.

La partie a été animée par Esso Solitoki, coordonnateur de la liste 'UNIR. "Nous ne vous demandons qu'une seule chose: votez seulement pour nous, pour la continuité des grands chantiers entamés par le gouvernement", a déclaré Mme Ayawavi Djigbodi Dagban-Zonvide, tête de liste du parti UNIR dans le grand Lomé.

"Vous pouvez compter sur nous, car vous avez sur la liste plusieurs braves femmes déterminées à prendre en compte vos préoccupations. Restons alors unis pour poursuivre le chantier de développement", a-t-elle souligné.

Selon Solitoki Esso, ce meeting vise surtout à lancer officiellement la campagne électorale au sein de

l'UNIR. Le message était très simple. C'est d'abord un message de confiance en soi pour que le jeudi 25 juillet, tous ceux qui sont ici puissent donner la victoire aux candidats du parti UNIR pour permettre au chef de l'Etat Faure Gnassingbé de poursuivre l'action qu'il a commencée".

"Alors, il faut absolument qu'il ait une majorité pour pouvoir poursuivre les grands chantiers en cours de réalisation", a-t-il souligné.

L'un des principaux enjeux de ces élections est la bataille pour la majorité absolue à l'Assemblée nationale, car les réformes constitutionnelles et institutionnelles se joueront au sein de l'hémicycle. Ce scrutin permettra aussi aux togolais de tester le cote de popularité des grands partis politiques notamment l'Union pour la République (UNIR), l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC, opposition), le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR, opposition), l'Union des Forces de Changement (UFC, opposition), la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA, opposition), l' (OBUTS), etc. C'est aussi l'occasion pour certains petits pucets de l'échiquier politique de jauger leur niveau sur le terrain.

Démarrée le 6 juillet, la campagne électorale doit s'achever le 23 juillet. Au total 26 partis politiques, groupements de partis et groupes de candidats indépendants ont présenté de listes pour ces législatives. Les candidats briguent les 91 sièges de députés dans 30 circonscriptions électorales.



LUCARNE : 3 questions à Mme Tomégah-Dogbé, tête de l'UNIR dans le Vo

Comme à Lomé, la campagne électorale en vue des élections législatives du 25 juillet, bat son plein. Dans la Préfecture de Vo où la tête de liste de l'Union pour la République (UNIR, au pouvoir) est dirigée par Mme Victoire Tomégah-Dogbé, la fièvre électorale ne cesse de monter à l'approche du scrutin. Mercredi, cette dernière a organisé un grand meeting à Vogan-ville. Rencontrée à la fin de la rencontre, Mme Tomégah-Dogbé nous a accordé une interview...Lisez.

Quelles sont vos appréciations, après quelques jours sur le terrain?

Nous trouvons une population qui est très réceptive. Nous allons dans tous les quartiers, dans les hameaux pour porter le message de paix, ce message qui donne foi à l'avenir. Et nous avons l'occasion d'échanger avec elle. Les gens ont des préoccupations qui touchent aux besoins sociaux: l'éducation, la santé, les pistes rurales, l'agriculture etc.... Ils ont besoin d'engrais, d'intrants et à travers ces échanges, nous leur apportons l'information, parce qu'en général, il y a beaucoup de choses qui se font mais les populations ne sont pas informées. Nous profitons des échanges pour leur apporter l'information notamment les grands investissements qui se font dans l'agriculture, parce que nous voulons que l'agriculture soit moderne et rentable. Nous mettons l'accent sur quelques éléments: l'initiative pour



Mme Victoire Tomégah-Dogbé

insérer les jeunes sur le marché de travail, le volontariat, l'appui aux artisans, l'entrepreneuriat agricole, les forages d'eau, l'électrification. Bref, il y a tout un programme qui se met en place. Nous avons également par exemple la route Lomé-Vogan qui va se faire bientôt, car l'attribution a été déjà faite. Vous voyez que la population n'a pas toujours l'information. Donc les échanges nous permettent de leur apporter l'information vraie et de les engager pour que nous puissions tous nous mettre ensemble pour développer notre préfecture. Car, ce n'est pas seulement l'affaire du gouvernement. Ce sont les ressources humaines (les cadres, les femmes, les jeunes etc...) qui doivent s'engager dans ce processus de développement.

Quel est le principal message que vous apportez aux populations,

depuis l'ouverture de la campagne? Et quels sont besoins de la population?

Le message en mot: nous nous engageons avec la population pour le développement de la préfecture de Vo. Nous engageons les femmes, les jeunes, les hommes de tout bord, de différents villages à s'unir, à se mobiliser pour que nous puissions ensemble construire notre préfecture. Nous avons déjà commencé, mais il y a du travail à faire, le chantier est vaste. Nous avons besoin des fils et des filles de la préfecture. C'est un message de mobilisation, un message de détermination, d'espérance, parce que nous avons foi en l'avenir. Pour nous, c'est ensemble que nous pouvons réellement développer notre préfecture.

S'agissant des besoins, ce sont des besoins sociaux, surtout l'emploi pour les jeunes. Nous avons beaucoup de

jeunes diplômés qui n'ont pas du travail. Nous avons nos mamans qui veulent développer des activités génératrices de revenus, mais qui n'ont pas les moyens. Autres besoins exprimés par les populations quand nous faisons des portes à portes: les infrastructures de base comme le bâtiment scolaire, des cases de santé, l'eau potable, l'électrification des villages

Nous recueillons leurs attentes et nous les rassurons parce que, nous avons déjà commencé un travail. Nous ne cesserons jamais de le répéter: c'est ensemble que nous allons poursuivre le grand chantier que nous avons entamé. Ce qu'il faut dans notre préfecture, c'est qu'on puisse se faire confiance. Et je crois cette confiance s'établit déjà. L'espoir est permis. Avançons ensemble pour pouvoir relever le défi de développement de la préfecture.

La préfecture de Vo est réputée comme fief de l'opposition. N'avez pas peur de vos adversaires?

Non, non, puisque nous avons un bilan que nous défendons. Les cadres de Vo sont déjà mobilisés et ils font beaucoup de choses. Ils sont bien connus sur le terrain. Nous pensons que du moment où il y a des actions concrètes qui se font, des actions pragmatiques, il faut maintenant rassurer les populations. Cela prendra du temps, mais nous sommes confiants que nous sommes sur le bon chemin.

Zozo

OPÉRATION DE CHARME DE LA LISTE UNIR DU GRAND LOMÉ AUPRÈS DES PRÊTRESSES VAODOU D'AMOUTIÉVÉ

La tête de liste pour le parti UNIR dans le Grand Lomé Ayawavi Djigbodi DAGBAN-ZONVIDE, qui depuis le 6 juillet a enclenché une opération de charme dans l'optique de convaincre les électeurs répartis dans les 10 cantons de la commune de Lomé à voter pour sa liste s'est entretenue lundi dernier avec des prêtresses de la religion traditionnelle du quartier Amoutiévé à Lomé.

La candidate du parti au pouvoir a égrené les raisons pour lesquelles son auditoire devrait porter son choix sur elle. L'actuelle ministre de la Promotion de la Femme, originaire du canton de Bè, a dit connaître les réalités du milieu et être la "seule à même de défendre" les aspirations des populations de ces contrées. Celle-ci a profité de cette occasion pour montrer à l'assistance le processus du vote.

"Nous avons été satisfaites par ses bonnes intentions à notre égard. Elle va remporter la victoire à Lomé. Nous allons lui accorder notre voix, car il faut que les femmes soient nombreuses à l'Assemblée nationale c'est là qu'on prend des décisions importantes pour le pays. En avant les femmes en avant les candidates d'UNIR", a crié très enthousiaste une prêtresse au cours de cette rencontre d'échanges.

Aux prises avec des listes conduites par quatre leaders de partis politiques à Lomé, Ayawavi Djigbodi DAGBAN-ZONVIDE estime que leurs principaux atouts de sa liste sont la "qualité des ressources humaines, leurs compétences, leurs expériences avérées, leur vision du développement".

LÉGISLATIVES: LE GF2D DÉMARRE UNE CAMPAGNE DE PRÉVENTION DES CONFLITS ET VIOLENCE EN PÉRIODE ÉLECTORALE

Le Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et développement (GF2D) a démarré, jeudi, des activités de mobilisation communautaire pour la prévention des conflits et violences en période



Kako Noubukpo, directeur exécutif du CADERDT

de électorale pendant que des partis politiques sont en pleine campagne pour les élections législatives prévues au 25 juillet, a constaté l'agence Xinhua dans la capitale togolaise.

"Le projet entend contribuer à instaurer un climat de non-violence et de paix avant, pendant et après les élections", a expliqué Mme Lonlonko Gbadégbégnon, la secrétaire générale du GF2D. Elle souligne qu'il s'agit de mener des actions de sensibilisation de proximité afin de faire comprendre aux populations et aux acteurs impliqués dans ce processus, l'importance de maintenir un climat de paix tout au long du processus électoral.

Le processus électoral enclenché pour une nouvelle Assemblée nationale de 91 sièges devrait se tenir depuis octobre 2012. Il a été reporté à plusieurs reprises. La campagne électorale a démarré le 6 juillet dernier avec certains partis politiques dans un climat socio-politique tendu, du fait que d'autres partis fustigent le processus en posant des préalables.

Les partis contestataires s'y sont engagés au terme d'un dialogue avec le gouvernement sous les auspices de l'ambassade des Etats-Unis et le président de la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR), Mgr. Nicodème Barrigah.

Dans ce contexte, le GF2D compte diffuser des spots de messages de paix sur les médias nationaux et sur les réseaux sociaux. Il prévoit de conduire des campagnes de sensibilisation communautaire des populations à travers le pays sur la nécessité de préserver la paix lors des élections.

Le projet a été initié par le Centre autonome d'études et de renforcement des capacités pour le développement au Togo (CADERDT).

Selon le directeur exécutif du CADERDT, M. Kako Noubukpo, le projet vise à promouvoir le soutien de tous à la cause de la paix et de contribuer à "bâtir un Togo réconcilié, fort, démocratique, économique sûr de lui-même et prêt à assumer son ambition de devenir un pays émergent dans les dix ou quinze prochaines années".

Zozo

MEETING DES DÉFENSEURS DES PERSONNES VICTIMES DE TORTURE DISPERSÉ À LOMÉ

L'association du Commandant Olivier Amah Poko voulait par ce sit-in exiger la mise en liberté de celui-ci qui est accusé par les autorités togolaises d'avoir appelé au " soulèvement de l'armée " dans une interview accordée en mai dernier à une radio privée de Lomé.

Les forces de l'ordre déployées dans la matinée de jeudi dernier devant les bâtiments du ministère de la Sécurité ont reçu l'ordre d'empêcher la réunion, avons-nous appris auprès des organisateurs. " Nous reviendrons pour tenir notre manifestation si nos exigences ne sont pas satisfaites ", a indiqué Atcholi Kao, Secrétaire général de l'ASVITTO.

L'ancien Commandant de gendarmerie Olivier Amah Poko, président de l'ASVITTO est détenu à la prison civile d'Atakpamé (180 km au nord de Lomé) après son arrestation en mai dernier pour appel au soulèvement de l'armée, accusation que l'ancien officier a toujours rejeté.

CAMPAGNE POUR LES LÉGISLATIVES 2013 : L'ALLIANCE " SÛRE D'AVOIR LES TROIS SIÈGES " DANS LA KOZAH

Même si l'Alliance démocratique pour la Patrie (l'Alliance) a dû commencer sa campagne à partir du 12 juillet, elle est très fière de l'accueil que la population lui réserve dans la quête de l'électorat aussi bien dans les cantons que dans la grande agglomération. En témoignent les propos de PERE-KEWEZIMA Essodina Kokou, tête de liste de l'Alliance dans la Kozah qui, après la tournée de ce mercredi au marché de Bohou en passant par Bohou-Tchouyou, les affaires sociales de la localité et le grand marché de Yadè-Bohou, se dit très comblé.



Uurna Gnatta de l'Alliance

" Sur le terrain, nous avons été bien accueillis et partout où nous sommes passés, on nous a promis que le vote est acquis pour l'Alliance ", a-t-il déclaré.

Au cours de leur périple, les candidats de l'Alliance ont fait savoir à la population que le vote est un devoir civique. Ils lui ont aussi parlé de l'idéologie du parti qui est la paix, le respect de l'autre, la fraternité, la collaboration de tous les partis " car il n'y a pas de petits partis ". Ils ont également montré à la population toutes les procédures de vote en faisant recours au bulletin de vote qu'ils exhibent avec comme indication de mettre l'empreinte à la partie vide devant l'emblème de l'Alliance. En outre, ils lui ont attiré l'attention en ce qui concerne l'intimidation au niveau des bureaux de vote.

" L'Alliance n'est pas un parti qui promet mais recueille les doléances de la population. Partout où nous sommes passés, on nous a dit beaucoup de choses. On nous a parlé de certains marchés encore en paille et autres, il y a plusieurs routes qui ne sont pas goudronnées ", a faire savoir PERE-KEWEZIMA Essodina Kokou, tête de liste de l'Alliance dans la Kozah tout en précisant que tout cela est le rôle du politique et du député de recueillir ce que dit la population, son vœu afin que des lois soient votées dans ce sens.

Sincère merci à nos partenaires médias pour cette édition spéciale.

Interview: André Johnson, Tête de liste de l'UFC dans le Grand Lomé

"Nos axes prioritaires demeurent la création de l'emploi..."

Il est le pion majeur de l'Union des Forces de Changement (UFC) dans le Grand Lomé. Son nom André Johnson, actuel conseiller spécial du président National Gilchrist Olympio. Il nous livre son projet de société pour sa circonscription. André Johnson se prononce également sur l'actualité politique.

Quel votre regard sur l'entente politique qui a été conclue hier entre le gouvernement et les certains partis de l'opposition?

Dès lors que cette entente rassure les parties prenantes au dialogue qui vient de se tenir, qu'elle concourt à la décrispation du climat politique et qu'elle permet aux uns et aux autres de participer aux prochaines législatives en toute sérénité, l'UFC ne peut que s'en réjouir.

Est-ce que l'UFC se sent concerné par cet accord?

Comme vous le savez, l'UFC n'a pas pris part aux discussions, elle prend cependant acte des conclusions intervenues et réitère son attachement à un scrutin apaisé et transparent.

La campagne électorale a été prorogée de 4 jours, comment comptez-vous les mettre à profit?

Nous allons continuer à sensibiliser davantage les populations et mieux expliquer notre projet de société qui mérite d'être connu compte tenu des idées innovantes qu'il propose.

Revenons à votre candidature, pouvez-vous nous retracer votre parcours politique?

J'ai commencé mon parcours politique à Bordeaux en 1969 en militant au sein de l'AESTF (Association des Etudiants et Stagiaires Togolais en France), ensuite à Lille de 1971 à 1973 et au MTD (Mouvement Togolais pour La Démocratie) à Paris en 1977 jusqu'à la création de l'UFC en 1992.

Gerry Taama appelle les étudiants à porter leurs voix sur le NET le 25 juillet prochain

Le Nouvel engagement togolais (NET) continue son opération de charme à l'endroit de l'électorat togolais. Gerry Taama, le président de cette formation politique était jeudi face aux étudiants de l'Université de Lomé avec qui, il a échangé sur le rôle d'un député à l'Assemblée nationale.

Pourquoi les futurs cadres du Togo devront porter leur choix sur Gerry Taama lors du scrutin du 25 juillet prochain ? Parce que, a dit le patron du NET, le projet porté par le NET à l'endroit du milieu étudiant et de l'ensemble des étudiants est " ambitieux ". Le NET, selon sa tête de liste, travaillera à apporter des " solutions aux problèmes que rencontre le milieu étudiant ". Le candidat a promis, dans ses échanges, de s'attaquer une fois élu, à la question de la refonte du système éducatif togolais, à la question de la promiscuité dans les amphithéâtres,



André Johnson, Tête de liste de l'UFC dans le Grand Lomé

Représentant de l'UFC à la CENI de 1999 à 2002; à la suite de la crise intervenue à l'UFC en 2010, je suis allé à l'ANC avant de revenir à la maison mère pour des raisons d'ordre stratégique.

Comment comptez-vous convaincre les Loméens que vous êtes la personne la mieux indiquée pour porter leur voix au parlement?

Enfant de l'Ablodé et né à Aguiarkomé, un quartier populaire de Lomé, il m'a été donné depuis quelques années de constater l'état de déliquescence dans laquelle s'est installée cette ville si chère à mon cœur. Il y a donc nécessité de changer la posture de notre ville et sa banlieue, en entreprenant une ambi-

tieuse politique d'urbanisation pour remédier aux problèmes liés aux ghettos qui prolifèrent çà et là et en accélérant leur assainissement.

Même si des efforts ont été faits au niveau de l'amélioration des infrastructures routières, il n'en demeure pas moins que beaucoup de togolais d'Adidogomé, de Baguida, d'Aflao ne disposent toujours pas d'électricité ni d'eau potable sans compter que les habitants de toutes ces agglomérations sont confrontés à de graves problèmes de pollution causés par le nombre sans cesse croissant des voitures et des Zémidjans.

Quels sont les axes prioritaires de votre projet de société pour le Grand Lomé?

Dédé Ahouefa Ekoué et Bernadette Legzim Balouki au contact des populations de Vakpossito et Tokoin

Le parti au pouvoir, l'Union pour la République (UNIR) pourra-t-il disposer au lendemain des élections législatives prochaines de la majorité nécessaire au parlement devant lui permettre de poursuivre la mise en œuvre de sa politique de développement ? Bernadette Essossimna Legzim Balouki et Dédé Ahouefa Ekoué ont répondu par l'affirmative à cette question à elles posée par des citoyens alors qu'elles étaient reçues lundi respectivement par les populations de Vakpossito, Agoè et

Tokoin.

" Nous a v o n s encouragé la population à s'investir pour que les élections se déroulent dans un climat de paix ", a confié à la presse



Mmes Légzim-Balouki, Dagban et Ekoué...



Gerry Taama, Pdt du Net (au milieu)

à la question de l'assainissement et à celle de la disponibilité du matériel didactique dans les universités d'Etat du Togo. Pour y arriver, de l'avis du champion du NET dans le Grand Lomé, il n'y a que trois voies : La capacité qu'a le député d'interpeller les gouvernants, les propositions de lois, l'adoption de moyens d'accompagnement des universités et l'ouverture d'enquêtes parlementaires. " Il faut réadapter le système LMD. On a voulu imposer un système qui ne tient pas compte du

contexte particulier du Togo. Il faut aussi tenir compte des effectifs sur les campus et régler le problème de promiscuité ", a plaidé l'homme d'affaires.

Le président du NET promet de faire de la question des étudiants, l'une des priorités de son mandat une fois élu. " Si nous n'arrivons pas à avoir la majorité, il faudra jouer sur du lobbying pour faire passer certaines lois. Qui peut s'opposer à l'amélioration des conditions de vies des étudiants au Togo ? ", s'est interrogé le colosse président du NET.

Cette sortie du NET entre dans le cadre de la campagne de sensibilisation de l'électorat sur le choix à faire le 25 juillet, jour du scrutin législatif.

Nos axes prioritaires demeurent la création de l'emploi, en demandant à l'état de créer les conditions qui favorisent l'entrepreneuriat national au niveau des jeunes et des femmes. L'Insertion de la jeune fille dans la vie socio-économique pour essayer de réduire un tant soit peu le fléau de la prostitution qui gangrène notre société. La mise en place d'un bon programme d'éducation à la citoyenneté. La construction de logements sociaux. La revalorisation de la lagune en en faisant un pôle d'attraction pour les loisirs et le tourisme. La mise en place de toilettes publiques modernes pour éviter que les populations ne s'offrent en spectacle en faisant leur besoin. La gestion du problème des ordures ménagères qui menacent la santé de nos populations. La mise à disposition des moyens adéquats pour la valorisation et la promotion de notre culture. La poursuite de la lutte contre l'érosion de notre côte.

Enfin, est-ce que l'UFC compte rééditer l'exploit de 2007 en raflant la majorité des sièges dans le Grand Lomé?

Telle est notre ambition. Il appartient aux populations du Grand Lomé de dire qui peut représenter au mieux ses intérêts.

Dédé Ahouefa Ekoué, actuelle ministre de l'Environnement et des ressources forestières qui étaient entourée pour la circonstance de Gaston Yao Dzreke, suppléant sur la liste UNIR du Grand Lomé, un candidat qui dit avoir fait de la communication de proximité, l'épine dorsale de sa campagne.

Pour Bantie Layie Bagnah-Gamon plus connue sous le nom de " Bamondi ", la victoire du parti au pouvoir aux prochaines élections devra ouvrir la voix à un travail " acharné " des candidats de sa liste destiné, selon elle, à faire de la ville de Lomé, une " grande ville " plus moderne à " l'égard de celles qu'on trouve en Europe ".

Bernadette Legzim Balouki qui était avec d'autres colistiers au quartier Tokoin de Lomé a quant à elle appelé les électeurs à se rendre " massivement " aux urnes le jour du vote, afin, a-t-elle plaidé, d'assurer une victoire confortable aux candidats de l'UNIR ".

Le parti au pouvoir est représenté par des candidats dans les 30 circonscriptions électorales que compte le Togo.

Le Consul Victor James Sossou, tête de liste de UNIR, en campagne dans le Moyen Mono :



Le Consul James Victor Sossou

Sous une pluie battante, la population de Tado, pays des Adja, a accueilli ce lundi les candidats de la liste UNIR à l'élection législative du 25 juillet prochain. Massivement, ils sont sortis, les Adja, pour écouter le message porteur d'espoir de cette liste UNIR conduite par le Consul Victor James Sossou, le Ministre Djossou Mawussi Semodji, MM. Howanou Edoh Albert et Atchi N'Bouké, tous fils Adja. Dans son adresse à la foule bravant la pluie, le Consul Victor James Sossou, tête de liste, a été précis et clair, sans langue de bois.

Consul Sossou, candidat, tête de liste de parti UNIR dans le Moyen Mono, quel est votre état d'esprit à l'issue de ce meeting de campagne électorale à Tado ?

Mais, ce que de bonheur ! Vous avez pu observer qu'il a plu un moment et les gens sont restés, d'autres encore sont arrivés malgré cette pluie et tout cela veut dire qu'ils croient en ce pourquoi ils sont venus à ce meeting.

Le milieu a des difficultés Monsieur le Consul ? Est-ce que vous connaissez ces difficultés du

" Nous ne sommes pas là pour faire des promesses mirobolantes. Nous demandons à la population de se mobiliser massivement pour opérer un choix judicieux et juste "

milieu ?

Bien sûr. C'est depuis 2007 que nous sommes sur le terrain et donc, on a un répertoire précis, canton par canton, village par village, des besoins de la population. C'est d'abord la route, en dehors de la route il y a les pistes que nous réalisons pour permettre à nos parents, à nos mamans de convoier les produits de l'agriculture. Il y a les besoins en eau potable, en santé, les écoles.

À quand toutes ces réalisations ?

Nous ne sommes pas là pour faire des promesses mirobolantes. Tout ceci rentre dans un programme et notre rôle c'est de faire que ça se passe le plus vite possible.

Que dites-vous à la population ?

Qu'elle se mobilise massivement pour opérer un choix judicieux et juste.

Qu'est-ce qui peut être en faveur

de la victoire de l'UNIR dans le Moyen Mono ?

C'est visible comme le nez dans le visage. Il y a un temps encore, le Moyen Mono était oublié en matière de développement.

Mais maintenant, vous avez pu observer déjà qu'une partie des rues dans la ville ont été bitumées. Il y a de l'électricité qui est arrivée, des forages sont faits un peu partout. Je crois que le pouvoir ne démerite pas.

Les Amazones d'UNIR à la conquête du Grand Lomé

10 sièges à pourvoir pour le grand Lomé, et pour espérer enlever un plus grand nombre de sièges dans une circonscription réputée être le fief traditionnel de l'opposition, il faut élaborer des stratégies gagnantes et sur ce point UNIR le parti présidentiel semble avoir frappé un grand coup en positionnant dans les meilleurs couloirs les femmes.

Il est de coutume qu'en Afrique en général et au Togo en particulier on ne mise pas trop sur les femmes en politique et surtout lors des échéances électorales de grande importance telles les législatives. L'inefficacité des femmes sur le terrain politique a été toujours brandie par les courants machistes. Le manque d'engouement des femmes contribue parfois à renforcer cette appréhension. Mais le parti présidentiel UNIR pour ces législatives, mise sur les candidatures féminines. La liste la plus spectaculaire



Les battantes de la liste UNIR dans le Grand Lomé

et celle du grand Lomé avec cinq femmes qui caracolent en tête de peloton. Il n'est pas question simplement de se conformer à la loi sur la parité chère au gouvernement. Il est question de convoiter un plus grand nombre de sièges. En tout cas, la feuille de match du parti UNIR est très alléchante avec en avant cinq grandes dames bien connues du public. Le choix paraît bien réfléchi car la grande masse des indécis se retrouvent au sein des femmes dans un pays où les hommes très au parfum

des réalités politiques savent déjà pour qui ils vont voter. Il s'agit de charmer l'électorat féminin, le plus grand d'ailleurs. Et quand les femmes parlent aux femmes, le courant ne peut que passer.

Depuis le début de la campagne, DAGBAN Ayawavi Djigbodi, LEG-Z I M - B A L O U K I Essossinna, EKOUE Dédé Ahoefa, AMEDJOGBE Akossia, Olivia Henriette BAGNAH - GAMON Bantié Layie en véritables Amazones, multiplient les contacts sur le terrain avec les populations du grand Lomé partout où elles passent, le même message, à savoir donner la majorité au changement pour éviter la déviance du pays vers des incertitudes. C'est dans la liesse que les populations des différentes localités visitées ont accueilli le message du parti UNIR.

Zozo

DEUX MARINS BLESSÉS LORS D'UNE ATTAQUE DE PIRATES



Un tanker battant pavillon des Iles Marshall a été attaqué par des pirates armés à 90 km de la frontière maritime Togo-Benin, le 16 juillet à 4h30 alors qu'il naviguait vers Port Harcourt au Nigeria. L'information a été donnée mercredi soir par le gouvernement togolais.

La Marine togolaise, intervenue rapidement sur zone, a pu venir au secours du navire en détresse, lui porter assistance et l'escorter jusqu'au port de Lomé. Les assaillants sont en fuite ; on dénombre deux blessés parmi les membres d'équipage.

Le Togo, comme ses voisins, est régulièrement victime de piraterie maritime. Un sommet réunissant les pays du Golfe de Guinée vient d'ailleurs de se réunir au Cameroun pour examiner les moyens de développer la coopération régionale dans la lutte contre ce fléau.

Voici le communiqué du gouvernement

Dans la nuit du 16 au 17 juillet 2013, à 01 heure 05 minutes, le Centre des Opérations de la Marine a reçu appel pour assistance du navire Tanker Ocean Santurgen, battant pavillon des Iles Marshall.

Ce navire a été attaqué par des pirates armés à 90 km des côtes à la frontière Togo - Benin, le 16 juillet 2013 à 04h30 minutes alors qu'il se rendait à Port Harcourt au Nigeria.

Dès la réception de l'appel pour assistance, une vedette de la marine togolaise en patrouilles de nuit a immédiatement rejoint le

Tanker en détresse pour lui porter assistance.

Le Tanker Ocean Santurgen a été sécurisé et escorté par la vedette jusqu'à son mouillage dans la rade de Lomé.

La vedette de la marine a ensuite débarqué les deux blessés légers appartenant à l'équipe du

navire. Ceux-ci ont été transférés dans une clinique de Lomé où ils reçoivent des soins.

Le centre des opérations de la marine togolaise a contacté les centres des opérations de la République du Benin pour rechercher conjointement les pirates en fuite.

Les enquêtes sont en cours pour démasquer les auteurs de l'attaque du navire Ocean Santurgen.

Le gouvernement félicite encore la marine une fois nationale pour son professionnalisme qui a permis d'apporter une prompt assistance au navire en détresse.

ECOBANK JOUE LA TRANSPARENCE

D'après des documents publiés le 16 juillet par le Financial Times, le premier actionnaire du Groupe Ecobank, dont le siège est au Togo, Public Investment Corporation (PIC), aurait fait part de ses inquiétudes à propos d'un litige impliquant des entreprises associées à Kolapo Lawson, le président de la banque panafricaine.

Dans un communiqué distribué mercredi, Ecobank a tenu à rappeler son souci de transparence dans le fonctionnement de ses activités. 'Le groupe Ecobank, sa direction générale ainsi que son Conseil d'administration demeurent déterminés dans leur adhésion aux normes de gouvernance institutionnelle les plus élevées. En conséquence, nous poursuivons notre stratégie de soutien sans faille à nos parties prenantes et demeurons ouverts au dialogue pour toutes affaires liées à notre activité', souligne le texte.

REUNION A OUAGADOUGOU DES DIRECTEURS DU PATRIMOINE CULTUREL ET DES MUSEES DE LA CEDEAO

La capitale du Burkina Faso abrite du 23 au 26 juillet 2013 une importante réunion des directeurs du patrimoine culturel et des musées des quinze Etats membres de la CEDEAO visant l'adoption d'un plan d'action commun pour une meilleure coordination, ainsi que la préservation et le développement du patrimoine culturel.

De façon spécifique, il s'agira de présenter des solutions durables pour prévenir toute nouvelle destruction massive du patrimoine culturel de l'Afrique de l'Ouest, mais aussi d'élaborer un plan d'action quadriennal (2013-2016) pour la préservation et la valorisation du patrimoine national dans l'espace CEDEAO.

La réunion de Ouagadougou proposera également des critères pour l'identification et l'élaboration d'une liste du patrimoine culturel de l'Afrique de l'Ouest, puis compilera ceux qui doivent être présentés à l'Unesco pour leur inscription sur la liste du patrimoine mondial et tentera d'obtenir du soutien pour la conservation du patrimoine de la région.

Soutenir et encourager les professionnels de conservation locaux et nationaux dans la région, promouvoir la recherche et la documenta-

tion sur le patrimoine culturel, identifier, renforcer, développer et agrandir le réseau des professionnels du patrimoine et des musées et développer des programmes de formation spécifiques à court terme pour ces professionnels font aussi partie des objectifs de la rencontre.

Organisée par la CEDEAO en collaboration avec le Programme des musées de l'Afrique de l'Ouest, communément appelé WAMP (pour West African Museums Programme), la réunion devra élaborer des programmes ciblés de sensibilisation et de formation pour les professionnels de musée, et adopter un statut juridique du patrimoine ouest-africain.

A long terme, il s'agira de développer des mesures de prévention contre la destruction du patrimoine culturel, réaliser un inventaire général du patrimoine matériel et immatériel; proposer des mesures durables pour promouvoir et assurer l'inclusion du patrimoine culturel ouest-africain qui mérite de figurer sur la liste du patrimoine culturel mondial.

La première conférence des ministres de la Culture des Etats membres de la CEDEAO, qui s'est tenue en 2002 à Dakar, au Sénégal, a fixé le schéma et le rythme de

développement culturel dans la région de la CEDEAO en adoptant un plan d'action régional qui reconnaît la culture comme une composante essentielle du développement mondial.

Le plan réaffirme aussi l'engagement de ces Etats à travailler en étroite collaboration afin de renforcer, revitaliser et promouvoir une coopération culturelle fructueuse et le programme d'intégration régionale de la région. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO a par la suite adopté les conclusions et recommandations des ministres de la Culture.

L'un des domaines prioritaires de ce plan d'action étant la protection, la préservation, la promotion et le développement du patrimoine culturel matériel et immatériel de la région CEDEAO, le choc ressenti a été grand après la destruction de biens culturels par des groupes islamistes dans le nord du Mali, notamment à Tombouctou.

Auparavant, diverses actions avaient été menées dans ce domaine à travers le monde, en particulier le lancement par l'Unesco d'une Décennie mondiale du développement culturel (1988/1998), qui a servi à encourager les pays à réfléchir, adopter des politiques et entreprendre des activités visant à assurer

le développement intégré de leurs sociétés et à préserver leurs patrimoines collectifs.

En outre, sur instruction des chefs d'Etat et de gouvernement sur la préservation du patrimoine culturel de l'Afrique de l'Ouest, les ministres de la Culture des Etats membres de la CEDEAO ont adopté une Déclaration sur la protection de la diversité culturelle lors de leur deuxième conférence, tenue en août 2005 à Abuja, au Nigeria.

On note ainsi que la Commission de la CEDEAO a affiché depuis longtemps sa volonté d'envisager la façon la plus adéquate de prendre en compte tous les aspects liés à la préservation du patrimoine culturel. Des réunions et différents forums de concertation à plusieurs niveaux et avec divers partenaires ont été organisés en vue de faire avancer ce secteur.

C'est dans cet esprit que la quatrième Conférence des ministres de la Culture, tenue en 2011 à Abuja, a recommandé que la CEDEAO, en étroite collaboration avec le WAMP, organise une réunion des directeurs du patrimoine culturel et des musées afin d'assurer une meilleure conservation du patrimoine culturel ainsi que le développement des musées dans la sous-région.

Album photos de la première grande sortie du parti UNIR à Lomé, hier Jeudi après-midi



ELECTIONS LEGISLATIVES 2013



GRANDE COMMUNE DE LOME

Mme BAGNAH-GAMON Bantie Layie